

La tension croissante à l'entreprise

Cette lutte revendicative combinant la question du niveau de vie et celle de la direction de l'économie nationale n'est pas superficielle. Elle n'engage encore sous sa forme la plus claire qu'une fraction de la classe ouvrière. Incontestablement, Octobre avait entraîné, sous une forme ou une autre, les larges masses ouvrières et paysannes. Mais ces masses n'avaient pas d'autre expression politique que Gomulka et la gauche d'alors, antistalinienne. Lorsque Gomulka fut au pouvoir, seule une petite avant-garde ouvrière et intellectuelle garda sa vigilance critique. Les larges masses firent une confiance très profonde à Gomulka, on attendait de lui les réformes qui changeraient ce contre quoi on s'était soulevé. Cette confiance ne se manifesta pas seulement dans le vote massif et libre pour lui, mais également par une pause dans les usines. On attendait avec confiance que Gomulka agisse et on ne voulait pas le gêner par de l'agitation. L'enthousiasme affectueux qui l'entoura dans les semaines suivant Octobre fut réel et exprimait cette confiance. D'où un calme très grand succédant au mouvement d'Octobre.

A cette cause importante il faut en ajouter ou en combiner d'autres. L'idée que « le désordre » provoquerait « le voisin de l'Est » à l'intransigence était largement répandue. Il fallait montrer que Gomulka avait vraiment l'accord et le soutien des travailleurs. Ce calme dans les usines recouvrait non seulement la confiance mais une remarquable discipline derrière le nouveau pouvoir. Immédiatement après survint Budapest qui provoqua un certain découragement et un resserrement autour de Gomulka dans la crainte d'une extension de l'intervention soviétique à la Pologne. De plus, l'attitude extrêmement prudente du gouvernement ajouta une certaine confusion et même un certain désarroi. Quoi qu'il en soit, l'idée qu'il ne faut pas créer de nouvelles difficultés à Gomulka déjà aux prises avec Krouchtchev, s'apesantit.

Mais, ici et là, puis assez rapidement après les élections de janvier, les revendications de salaires, et la sensation que la bureaucratie reprenait du poil de la bête, ne lâchaient pas le gouvernement économique et se renforçaient même dans l'appareil politique réanimèrent l'esprit critique et amenèrent rapidement une nouvelle agitation des pouvoirs des Conseils ouvriers. Mais il ne faut pas simplifier le mouvement, cette lutte pour les Conseils ouvriers n'englobait pas encore toute la classe ouvrière. En fait, ce sont les grandes entreprises qui la menaient. Dans les petites entreprises les problèmes ne se posent pas encore avec la clarté que reflète la conférence de Chzranow. Même dans les grandes entreprises on ne pouvait pas encore dire en février que tous les ouvriers faisaient de la lutte pour les Conseils, leur lutte. Un ouvrier me disait à ce sujet : « Les ouvriers dans leur majorité sont de vifs partisans des Conseils ouvriers. Une partie est moins intéressée. Depuis douze ans on leur a promis tellement de choses et cela n'a rien donné... ». L'officialisation des Conseils, la pénétration des techniciens en leur sein, leurs pouvoirs très limités a fait que des ouvriers commencent par les regarder agir avant de se prononcer. Mais cette prudence se dissipe assez rapidement sous l'effet d'une double action. D'une part par la logique des problèmes posés, les Conseils ouvriers existants doivent engager la lutte contre l'appareil et par là gagner l'appui de couches plus larges de travailleurs. D'autre part les travailleurs, même là où ne se pose pas encore clairement les problèmes des Conseils ouvriers manifestent leur mécontentement au sujet des conditions de vie et du maintien des vieilles directions.

La destruction de l'appareil policier, la reconquête de la liberté permet au mouvement des masses de se développer sous sa forme spontanée. Les flux et les reflux de la Révolution, ses pulsations peuvent s'exprimer sous leur forme, on pourrait dire classique. Le mouvement des masses met Gomulka au pouvoir, puis marque un temps d'arrêt, attend avec confiance

les résultats — ceux-ci tardant à venir, le mouvement repart en posant des questions plus aiguës au sommet et en englobant des couches plus profondes à la base. Tout cela n'est pas « pur », n'a pas la netteté d'une marche militaire, toutes les couches ne vont pas au même pas, même les conquêtes les plus avancées des travailleurs — les Conseils ouvriers — ne reflètent pas avec fidélité la masse au nom de laquelle elles parlent, etc., mais le mouvement, son sens, son ampleur ne peuvent être niés : une nouvelle étape de la Révolution prend son élan. Jusqu'où ira-t-elle ? A quel rythme sera-t-elle refoulée, vaincue même ? Assisterons-nous à nouveau à des hauts et des bas ? Nous l'examinerons plus loin, mais quelles que soient les étapes de l'avenir, il faut partir d'un fait : c'est ainsi que se développe la Révolution politique en Pologne.

Cette appréciation que nous assistons à une nouvelle vague de fond, je voudrais la faire partager sur la base d'une image de la vie dans les usines. Elle m'a frappé autant que les idées les plus avancées sur les Conseils ouvriers.

Au début de l'année est répartie entre les ouvriers et employés des entreprises une partie du « fonds d'établissement ». Celui-ci est constitué par une part des bénéfices de l'entreprise (environ 3 ou 4 %), le reste revenant à l'Etat. Cette part sert au développement des activités culturelles de l'entreprise et à l'allocation d'une gratification au personnel (depuis octobre ce « fonds d'établissement » a été accru, plus que doublé semble-t-il). On m'avait parlé à plusieurs reprises du mécontentement que soulevait avant Octobre le calcul de ces gratifications de fin d'année. Le directeur, le secrétaire du parti et du syndicat se réunissaient et faisaient la répartition, des ouvriers de plusieurs entreprises m'ont dit que la clique (la « garde ») de la direction bureaucratique était à chaque fois avantagée par rapport au simple travailleur et en général des inégalités voulues pour diviser étaient savamment introduites. Après Octobre, d'une façon assez générale, même dans les petites entreprises, l'Assemblée du personnel décida que la répartition se ferait en parts égales. Mais à partir de ce moment on vit la bureaucratie de l'usine commencer à manœuvrer pour diminuer la portée de cette décision. On m'a cité plusieurs cas où la même astuce fut utilisée par le directeur, le sous-directeur, les contremaîtres, etc. : les jours d'absence d'un ouvrier seront déduits proportionnellement de la gratification, sous prétexte que les absences sont souvent injustifiées. Dans toutes les Assemblées générales où fut débattue cette question et que l'on m'a rapportée, les ouvriers, unanimes, ont voté contre cette proposition des bureaucrates (même quand ceux-ci avaient réussi à la faire partager par le Conseil ouvrier). Ce que je tiens à rapporter, ce sont deux arguments donnés par des ouvriers se levant dans l'Assemblée contre les bureaucrates et applaudis par toute la salle. Dans une petite usine du bois : « Si un camarade se fait porter malade sans l'être, ce n'est pas sa faute. C'est qu'il ne peut pas faire autrement. Si maintenant il ne doit plus le faire, il faut que ses camarades de travail lui expliquent, l'influencent. Voilà ce qui est acceptable du point de vue de la dignité humaine — et non pas vos punitions ! » — Dans une entreprise du livre : « Un camarade est malade et je travaille pour lui ? Bien sûr ! Quand je serai malade il travaillera pour moi. C'est cela la solidarité socialiste ! »

Tout le détail de ces assemblées générales — dignité des travailleurs, manœuvre de la présidence, opposition aux décisions des bureaucrates — est symptomatique du renouveau de la combativité ouvrière, surtout si l'on tient compte que depuis douze ans les bureaucrates semblaient avoir réussi à atomiser la classe ouvrière, à rompre sa solidarité interne, à faire remplacer la lutte collective par le vol et le système D.

Depuis ces Assemblées de petites usines jusqu'au délégué à la Conférence des Conseils ouvriers qui exigeait : « Tout le pouvoir aux Conseils ouvriers », l'ensemble s'ébranle et va dans le même sens : continuer et faire triompher Octobre pour les travailleurs !

FIN

La campagne de "rectification" du P. C. chinois

(Suite de la page 7)

geants. En pareil cas, les membres du Parti Communiste Chinois, qui ont été formés et entraînés dans des conditions de lutte de classe, pouvaient commettre l'erreur d'utiliser de mauvaises méthodes pour résoudre les problèmes qui surgissaient parmi les masses.

La libre discussion devrait tout clarifier s'il était question de points de vue divergents. Et s'il s'agissait de grève, de manifestations et autres actions similaires, d'ailleurs rares en Chine, on pouvait les considérer comme la manière par laquelle le peuple réagissait contre la bureaucratie. Aucune solution de force ne saurait être permise face à de telles actions du peuple. Le peuple chinois a le droit de manifester et de se mettre en grève, tout comme il a droit à la liberté de parole et de réunion. Aucun dirigeant de grève ne devrait être sanctionné.

Au cours de pareils incidents il se peut qu'il y ait quelques contre-révolutionnaires, mais, en Chine, ils ne pouvaient être que peu nombreux. La question principale c'était de donner satisfaction aux revendications raisonnables du peuple de façon correcte et de terrasser la bureaucratie.

Chou-Yang se référait à l'explication théorique de Mao-Tse-Toung des deux types de contradictions : celles entre le peuple et ses ennemis d'une part, et celles au sein du peuple d'autre part. Et sur l'importance d'apprendre à les distinguer et à les résoudre de manière courante.

Chou-Yang disait que la Chine était encore pauvre malgré les rapides progrès qui ont été faits et que c'était encore un problème de donner à chacun une vie décente. La question était de partager équitablement le revenu national sans grandes inégalités. Sans être égalitaristes, nous devons, disait Chou-Yang, veiller à ce que les différences ne soient pas trop criantes.

Répondant à une question sur la campagne en cours au sein du Parti Communiste Chinois en vue d'améliorer son style de travail, Chou-Yang disait

que le mot d'ordre « contre le subjectivisme, le sectarisme et le bureaucratisme » était tout à fait adapté à la vraie situation en Chine aujourd'hui. Un des résultats du subjectivisme était que beaucoup de gens se montraient incapables d'apprendre des expériences des autres. Ils apprennent de façon mécanique sans prendre en considération les réalités de la situation chinoise, de sorte que de bonnes expériences en Union soviétique et ailleurs transposées de façon mécanique donnent de mauvais résultats en Chine. Le sectarisme ne tient pas compte des intérêts de la majorité de 600 millions de Chinois. Quelques jeunes communistes sous-estiment la valeur d'intellectuels et de savants hautement qualifiés qui proviennent de l'ancienne société. La bureaucratie était en Chine la chose la plus dangereuse affectant directement les relations entre le peuple et la direction. Dans la plupart des cas les bureaucrates étaient « de l'espèce du bureaucrate qui travaille dur ». Mais ils ne s'intéressaient que trop peu à résoudre les problèmes du peuple. En quelques cas, ils se contentaient de donner des ordres.

En raison de la nécessité de mener une politique d'efforts prolongés dans le domaine des arts et des sciences, d'une part, de coexistence à long terme de toutes les parties d'autre part, on doit créer un certain milieu adéquat. Les membres du Parti Communiste doivent se dépouiller de l'esprit bureaucratique et du subjectivisme.

Pour cela il faut remodeler l'idéologie, en commençant par les dirigeants du Parti. Cela rendra les membres du Parti capables de mieux servir le peuple et de mieux comprendre le véritable développement du monde actuel.

Les relations entre les dirigeants et le peuple seront améliorées avec un personnel dirigeant faisant du travail manuel avec les ouvriers et les paysans. Cela doit être développé en un système. Mais il y aura encore quelques améliorations sur la façon de combiner le travail intellectuel et manuel de la manière la plus fructueuse ».